

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde et sur ses propositions pour financer l'aide publique au développement, à New York le 20 septembre 2004.

Monsieur le Président de la République fédérative du Brésil,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mes chers collègues et amis du Chili et d'Espagne,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,

La misère et la faim sont une prison, une prison où plus d'un milliard de femmes, d'hommes et d'enfants consomment leur existence. L'un des grands scandales de notre temps, c'est notre incapacité à les libérer de ces maux alors que nous en avons les moyens. Dans une époque de richesse et de progrès, nous ne pouvons nous résigner à être, par négligence voir par mépris, les complices de l'injustice qui leur est faite.

En abattant les murs de cette prison, nous ferons bien plus qu'un acte de générosité. Nous ferons acte de justice, d'intelligence et de paix. Car la dignité et l'espoir d'une vie meilleure sont les antidotes les plus efficaces aux poisons de la violence et du fanatisme. Car le monde entier bénéficiera de l'énergie et des capacités de tous ceux qui seront enfin libérés des contraintes de la survie. Nous voyons aujourd'hui le renouveau de la Chine, du Brésil, de l'Inde et de tant d'autres.

Le revenu mondial s'élève aux alentours de quarante mille milliards de dollars par an, quarante mille milliards de dollars. La valeur du commerce international atteint huit mille milliards de dollars. Ces chiffres disent la puissance et l'interdépendance de l'économie contemporaine. Ils doivent être la mesure de notre mobilisation.

Voici quatre ans, la communauté internationale s'est engagée à mener d'ici 2015 une action décisive contre la pauvreté, la faim, l'ignorance, la maladie, la discrimination des femmes, la destruction de l'environnement.

Les termes du contrat sont clairs. Aux pays pauvres de mettre leur maison en ordre, d'améliorer la gouvernance et de conduire de bonnes politiques. En Asie, en Amérique Latine ou en Afrique avec le NEPAD, des progrès importants ont été accomplis. Aux pays riches, en contrepartie, d'assumer leur devoir de solidarité. La France, comme elle l'a annoncé, est engagée dans l'augmentation de son APD qui atteindra 0,5% de sa richesse nationale en 2007 et 0,7% en 2012.

Malgré le relèvement de l'aide publique au développement décidé à Monterrey, qui doit être poursuivi, malgré les progrès attendus de la croissance du commerce mondial, nous savons parfaitement qu'au rythme actuel nous n'avons aucune chance, je dis bien aucune chance, de réaliser nos objectifs. Il nous faut trouver au moins cinquante milliards de dollars supplémentaires par an d'ici 2015 pour atteindre nos engagements. Et je prenais l'autre jour dans un propos que me tenait le Président algérien, le Président BOUTEFLIKA, qui me faisait remarquer qu'il suffirait de trois milliards de dollars par an pour assurer une éducation primaire à tous les enfants d'Afrique subsaharienne, qu'il suffirait de trois milliards par an pour mener, avec le Fonds Mondial,

une action décisive contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qu'il suffirait de deux milliards pour financer la recherche d'un vaccin contre cette dernière maladie.

Quarante mille milliards. Huit mille milliards. Cinquante milliards. La disproportion est flagrante. Dans un an, nous ferons le premier bilan de la réalisation des objectifs du Millénaire. Devant nos peuples, devant les plus vulnérables, face aux générations futures, la communauté internationale n'a pas le droit d'esquiver ses responsabilités. Nous avons un an pour redresser la barre.

Et je remercie le Président LULA qui a pris l'initiative de notre réunion. Avocat infatigable des plus démunis, dans son pays et dans le monde, il porte, comme la France, comme la France et quelques autres naturellement, une nouvelle vision de la solidarité internationale.

Au-delà des divergences politiques et des débats techniques, un large consensus existe désormais pour reconnaître l'insuffisance du dramatique système actuel de financement du développement, pour reconnaître le besoin de ressources concessionnelles stables et prévisibles et la nécessité, pour le satisfaire, de rechercher de nouveaux mécanismes.

J'ai souhaité apporter ma contribution à ce débat crucial. Car il faut examiner sans préjugé toutes les solutions possibles. Avec le Brésil et la France, le Chili et l'Espagne ont souhaité s'associer à cette réflexion. Le rapport de notre groupe quadripartite démontre la possibilité d'une approche commune.

Ses conclusions rejoignent celles d'un autre groupe, composé à ma demande de personnalités aux compétences et sensibilités les plus variées, et qui a examiné la faisabilité de nouveaux instruments. Non pour se substituer à l'aide publique ou à l'effort privé mais pour les compléter. Il est désormais établi que des solutions techniquement réalistes et économiquement rationnelles existent. Recours à de nouveaux types d'emprunt, instauration, sur une base internationale ou mondiale, de prélèvements volontaires ou obligatoires pour financer le développement. De tels instruments peuvent être conçus selon des modalités garantissant l'absence de distorsion économique, la souveraineté des Etats, ainsi que la gestion transparente des fonds, dans le respect du contrat de Monterrey. Des idées jugées voici peu encore utopiques ou irresponsables s'affirment. Un tabou est en train de tomber.

Mettons l'année à venir à profit pour approfondir la réflexion et bâtir les indispensables consensus politiques. Et je souhaite que cette question soit examinée par cette Assemblée Générale et par celles du Fonds Monétaire International et celle de la Banque Mondiale. Et quant à moi je proposerai au Premier Ministre britannique que le prochain G8 prenne sur ce sujet, en Angleterre, une position claire et forte.

Ce milliard de femmes, d'hommes et d'enfants prisonniers de l'extrême pauvreté et de la faim, ce milliard n'habite pas une planète lointaine, il n'appartient pas à un temps reculé. Nous ne pouvons pas faire semblant de les ignorer. Car, au travers des écrans de la communication planétaire et par l'effritement progressif des frontières, ils sont chaque jour davantage nos voisins et nos contemporains.

Abattre les murs de leur prison de misère et de famine, c'est conjurer la menace du chaos, c'est réunifier l'humanité dans un même destin d'espoir et de progrès.

Je vous remercie.